

<http://ugtg.org/spip.php?article1540>



# La Jamaïque "restructurée", mais croulant sous le poids de la dette

- Repères - Débattre -



Date de mise en ligne jeudi 28 juillet 2011

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

**La crise de la dette qui paralyse la Jamaïque doit servir de leçon à la Grèce. Ou quand l'expérience d'une Jamaïque criblée de dettes montre les ravages produits lorsque l'on accorde trop de poids aux intérêts des créanciers.**



**La Jamaïque restructurée**

**Croulant sous le poids de la dette**

**Par Mark WEISBROT**

Alors que les autorités de la zone euro sont près d'accepter l'inévitable défaut (restructuration) de la dette grecque, certains ont désigné la restructuration de la dette jamaïcaine l'an dernier comme étant un modèle. Difficile d'imaginer pire désastre pour la Grèce. Il est intéressant de regarder de plus près ce qui a été fait à la Jamaïque, non seulement comme un avertissement à la Grèce, mais pour faire la lumière sur les dégâts qui peuvent être causés lorsque la « communauté internationale » est prête à sacrifier un pays au profit des intérêts des créanciers.

La Jamaïque - un pays en développement à moyen revenu de 2,8 millions d'habitants - porte l'un des pires fardeaux mondiaux en la matière, avec une dette publique brute de 123% du PIB. À première vue, cela semble mieux que la Grèce (166% du PIB) mais le chiffre le plus important demeure le poids des intérêts de cette dette : pour la Jamaïque, il a été en moyenne de 13% du PIB au cours des cinq dernières années. C'est deux fois le poids supporté par la Grèce (6,7% du PIB consacrés aux intérêts de la dette), qui - à son tour - détient record dans la zone euro. (Il convient de garder deux choses à l'esprit : le fardeau de la dette peut varier considérablement en fonction des taux d'intérêts, et la part de la dette détenue par la banque centrale du pays - le Japon qui a une dette publique brute de 220% du PIB, mais ne paie que 2% environ du PIB en intérêts annuels nets, n'a donc pas de problème de dette publique.)

Sans surprise, un pays qui paye de tels intérêts sur sa dette n'a plus beaucoup de marge pour d'autres dépenses dans son budget. Pour l'année fiscale 2009/2010, le paiement des intérêts de la dette publique a représenté 45% des dépenses publiques de la Jamaïque. Cette éviction de l'investissement public et des dépenses sociales du budget a pénalisé les progrès du pays vers les Objectifs du Millénaire pour le développement. En Jamaïque, le taux de couverture pour la détection et le traitement de la tuberculose est passé de 79% en 1997 à 43% en 2006, la pire baisse des 77 pays pour lesquels des données étaient disponibles. Le taux net de scolarisation dans le primaire est

passé de 97% en 1991 à 87% en 2006/2007.

L'échec de la politique de développement à long terme de la Jamaïque est frappant et tient pour beaucoup au fardeau de la dette. Durant les 20 années allant de 1988 à 2008, le revenu réel par habitant a augmenté de seulement 14 %, ce qui est incroyablement faible. Puis le pays a été frappé par les récessions américaine et mondiale à la fin de l'année 2008, perdant des recettes d'exportation, des rentrées financières liées à l'envoi de fonds par les immigrants, et d'autres sources alimentant la demande globale. Le gouvernement s'est tourné vers le Fonds Monétaire International, qui avait déjà un bilan désastreux dans ce pays en raison de ses programmes d'ajustement structurel imposés de manière quasi continue de 1973 à 1996. Malheureusement, le programme 2010 du FMI a exigé des mesures qui devraient encore aggraver la récession ; à savoir une réduction du déficit budgétaire, ainsi que des réelles diminutions des dépenses de santé, d'éducation et des programmes de développement de l'enfance.

En Février de l'année dernière, et avec le soutien du FMI, le gouvernement jamaïcain est parvenu à un accord de restructuration avec les créanciers de la dette à la Bourse de la Jamaïque. Cette restructuration a rallongé la durée moyenne de la dette et abaissé les taux d'intérêts de façon à réduire le fardeau des ces intérêts d'environ 3% du PIB par an au cours des trois prochaines années. Ce serait tout à fait remarquable si la Jamaïque avait une dette de la taille de celle de la Grèce ou de l'Irlande. Mais malheureusement, cet accord fait peser sur le pays le poids de taux d'intérêts insupportables. L'accord ne prévoyait pas de réduction du capital de la dette, et la Jamaïque devra refinancer 46% de celle-ci d'ici les cinq prochaines années - ce qui pourrait se révéler désastreux si les conditions du marché sont défavorables.

Le fardeau de la dette de la Jamaïque est un scandale, et doit être considérablement réduit. Il est difficile d'imaginer le pays réaliser quelque progrès en matière de développement économique, si une part aussi importante de ses ressources sert au paiement des intérêts.

Alors que la situation de chaque pays surendetté est différente - en termes de poids et de structure de la dette, et au regard de ses détenteurs (créanciers internationaux ou domestiques, créanciers officiels tels le FMI ou Banque mondiale, plus d'autres spécificités) - la question la plus importante reste la même : Jusqu'à quel point un pays devrait-il se sacrifier pour continuer à payer sa dette ?

Malheureusement, ceux qui prennent ces décisions - les autorités européennes, le FMI, le Club de Paris et les institutions connexes - abordent cette question du point de vue des créanciers. Alors qu'un gouvernement responsable prendra ses décisions sur la base des besoins de son peuple - au regard de l'emploi, de la croissance économique et de l'amélioration du niveau de vie. C'est ce conflit d'intérêts qui sous-tend les crises de la dette nous observons dans la plupart des pays surendettés.

*Mark Weisbrot est un économiste et le co-directeur du "Center for Economic and Policy Research". Il est l'auteur, en collaboration avec Dean Baker, de l'ouvrage "Social Security : the Phony Crisis".*

**Publication originale :** [The Guardian](#)

**Traduction :** Ibuka - Jozèf